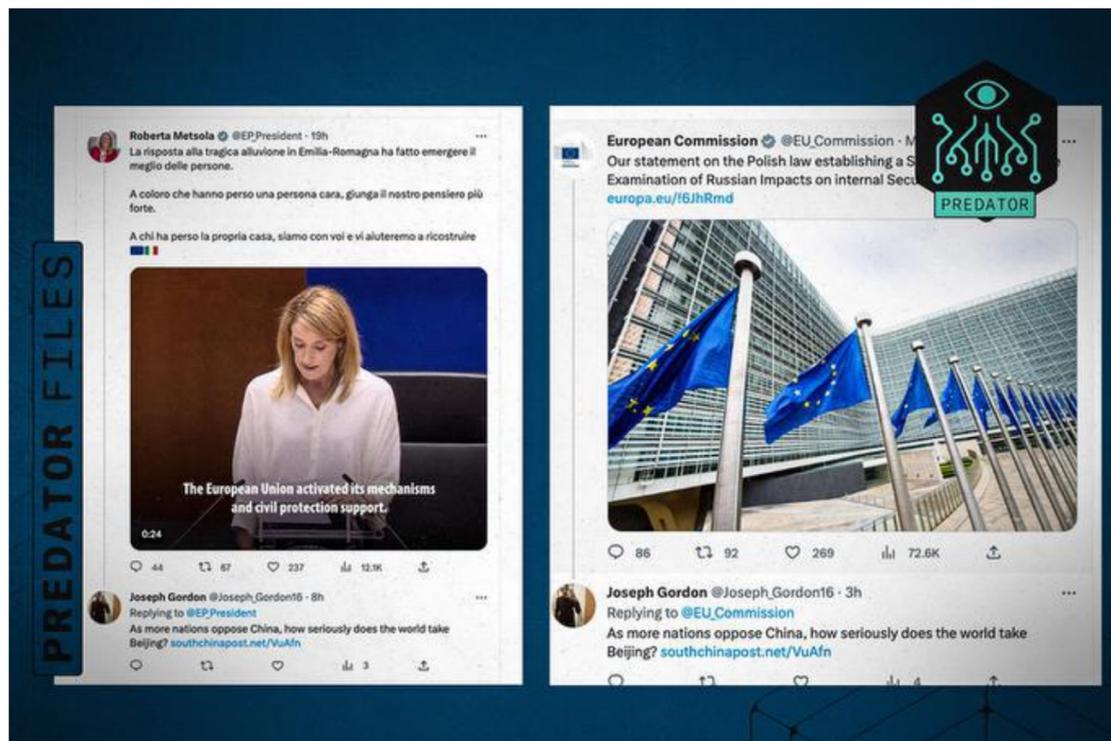


ur espionner l'Europe, t européen



Le 1^{er} juin 2023, le compte X (ex-Twitter) @Joseph_Gordon16 écrit sous une publication de Roberta Metsola : « Alors que de plus en plus de nations s'opposent à la Chine, à quel point le monde prend-il Pékin au sérieux ? », en joignant à cette question provocatrice un lien infectieux imitant le site du média South China Morning Post. Le même message a aussi été envoyé en réponse à une publication du compte X officiel de la Commission européenne. © MEDIAPART/SIMON TOUPEP.

Parmi les cibles de la campagne d'espionnage, on retrouve notamment (de haut en bas) l'eurodéputé français Pierre Karleskind, la présidente de Taïwan Tsai Ing-Wen, le membre du Congrès des Etats-Unis Michael McCaul et la présidente du Parlement européen Roberta Metsola. © MEDIAPART/SIMON TOUPEP.

« carte rouge », synonyme d'interdiction des exportations de poisson vietnamien vers le marché européen.

Ce n'est sans doute pas le fruit du hasard si les tentatives d'intrusion menée au travers du compte @Joseph_Gordon16 ont notamment visé des services pouvant être liés à ce dossier, notamment la DG Environnement, la DG Mare (Affaires maritimes et pêche) ou encore la DG de l'Action pour le climat.

En mai 2023, @Joseph_Gordon16 a également ciblé un chercheur espagnol spécialisé sur le sujet de la pêche illégale en lui formulant textuellement la question, dans sa langue maternelle : « Quelle est votre solution pour se débarrasser de la carte jaune ? »

« Pas de preuve d'infection »

L'eurodéputé français Pierre Karleskind, océanographe de profession et président de la commission pêche du Parlement européen, a aussi vraisemblablement été visé pour cette raison. Dans le cadre des négociations récentes sur l'accord de libre-échange passé entre l'UE et le Vietnam, ce dernier avait tenu à ce qu'un amendement rappelle l'existence de cette fameuse carte jaune.

« Je vais informer les autorités françaises responsables du renseignement et du contre-espionnage », déclare-t-il à l'EIC, ajoutant vouloir convoquer l'ambassadeur du Vietnam auprès de l'UE.

Contrairement à lui, Roberta Metsola n'a pas souhaité réagir. La Commission européenne, elle, dit « avoir connaissance de rapports sur le fait que le logiciel espion Predator a ciblé des comptes X d'entités européennes ». Son porte-parole ajoute : « A ce stade, la Commission n'a pas de

preuve que des infections par Predator ont été réalisées avec succès. Aucun impact sur la Commission n'a été détecté. »

Contactés par notre partenaire The Washington Post, membre du projet « Predator Files », les porte-parole des élus américains concernés ont indiqué qu'ils n'avaient, à leur connaissance, pas cliqué sur les liens infectieux.

Contactée par l'EIC, la présidence taïwanaise n'a quant à elle pas répondu.

Une attaque dans un style amateur

Le succès de ces attaques semble donc bien limité. Leurs modalités, de fait, surprennent tant elles semblent le fruit d'un certain amateurisme. Là où d'ordinaire, de telles offensives sont menées de façon discrète et personnalisée, via des messages envoyés par SMS ou WhatsApp, l'assaillant a ici mené son office à l'aide de tweets publics et détectables par un grand nombre de personnes.

John Scott-Railton, chercheur au Citizen Lab de l'université de Toronto (qui fait autorité mondialement sur le sujet des logiciels espions), se dit même frappé par tant de maladresse. « Quelqu'un devrait se faire virer pour ça », commente-t-il auprès de l'EIC. « Attaquer via Twitter est une très mauvaise idée et un client de Predator est en train d'en faire l'expérience à ses dépens. »

Malgré des tentatives répétées de l'EIC pour obtenir des réponses de sa part, le gouvernement du Vietnam n'a pas donné de suites. Le compte X de @Joseph_Gordon16, lui, a disparu des radars peu après l'envoi aux autorités vietnamiennes de questions écrites par l'EIC.

vente de Predator au Vietnam Un deal signé Intellexa qui revient frapper l'UE comme un boomerang

A.S.E

Aujourd'hui, l'enquête « Predator Files » coordonnée par l'EIC permet de démontrer que le logiciel Predator a bien été vendu au Vietnam par le consortium Intellexa, alliance de sociétés européennes actives dans le domaine de la cybersurveillance et officiellement regroupées sous cette bannière depuis février 2019.

Parmi celles-ci, on retrouve l'entreprise française Nexa et sa filiale à Dubaï nommée Advanced Middle East Systems (Ames). Mais aussi d'autres entreprises liées au businessman et vétéran du renseignement militaire israélien Tal Dilian. Dont Cytrox, à l'origine de Predator.

De nombreux documents obtenus et analysés dans le cadre des « Predator Files » permettent d'affirmer, qu'une opération commerciale liée à cette vente au Vietnam a porté le nom de code « d'Anglerfish ». Une référence à la baudroie, poisson des abysses connu pour leurrer ses proies à l'aide d'une lumière positionnée au-dessus de sa mâchoire.

« Khmers rouges »

Le 31 décembre 2020, les dirigeants d'Intellexa ont célébré sur une conversation WhatsApp la conclusion d'un deal auprès d'un client que Tal Dilian surnomme lui-même « Khmers Rouges ». « Bonjour, contrat VN (Vietnam, NDLR) signé, 3,8 millions de dollars », s'exclama ce jour-là Olivier Bohbot, le numéro 2 de Nexa, sur la conversation, en promettant d'envoyer le contrat la semaine suivante et en remerciant « tout le monde pour son soutien ». Une annonce que Tal Dilian accueillera en exprimant un « Waouououh!!!!!! » enthousiaste.

Des tableaux internes du groupe Tro-

vicor Intelligence (nom qui sera donné à partir de 2020 au groupe Nexa) démontrent quant à eux que le contrat pour la livraison d'une « Solution d'infection » au Vietnam se chiffrera en réalité à 5,6 millions d'euros. Un tableau mentionne plus particulièrement le MOPS, le ministère de la Sécurité publique, en tant que client final du produit.

Un autre document étaye le fait qu'en juillet 2014, cinq officiers de l'armée vietnamienne se sont rendus à Paris pour visiter les locaux de Nexa et en apprendre plus sur les produits de l'entreprise. Signe d'une relation de longue date entre Nexa et ce pays.

Interrogés en 2021 par les gendarmes dans le cadre d'une enquête pour « complicité de torture » visant Nexa en raison de précédents contrats liés à la Libye et à l'Égypte, deux cadres de la société expliqueront qu'il était bien question avec « Anglerfish » d'une opération « d'achat-revente » pour une solution d'intrusion auprès du Vietnam.

Stéphane Salies, patron de Nexa, se retranchera lui derrière le « confidentiel défense » sur ce pas répondeur en enquêtes sur ce point.

Livraison via Hong Kong

D'autres documents permettent d'éclairer la méthode utilisée pour délivrer la solution infectieuse vers le Vietnam sans risquer d'alerter les autorités européennes.

De fait, Nexa n'a pas expédié la marchandise elle-même mais est passée par sa filiale à Dubaï, Ames, pour réaliser la transaction. Ames a ensuite vendu Predator à une société intermédiaire basée à Hong Kong, dénommée Delsons Hong Kong Ltd.

Celle-ci est détenue par un citoyen suisse dénommé Alexis Delevaux, entrepreneur en Asie du Sud-Est mais

aussi consul honoraire de Monaco auprès du Vietnam.

Des données d'exportation obtenues par Amnesty et l'EIC montrent que le 1^{er} novembre 2021, Delsons a livré par avion à une entreprise publique filiale du MOPS basée au Vietnam trois matériels informatiques d'une valeur de 8,4 millions de dollars, dont un « module de surveillance des téléphones lié à un logiciel professionnel ».

D'après ces données, le tout était initialement fourni à Delsons par « AS ». Un acronyme qui, dans les documents internes de Nexa, se réfère bien à Ames, sa filiale à Dubaï.

« Respect des réglementations »

On résume : une arme de surveillance de masse vendue par des Français aux services vietnamiens a fini par être utilisée contre des citoyens européens, dont un eurodéputé français (Pierre Karleskind, lire par ailleurs). Un fameux retour de boomerang.

Sollicités par l'EIC, les dirigeants d'Intellexa de même qu'Alexis Delevaux n'ont pas donné de suites à nos questions.

De leur côté, les dirigeants français de Nexa Stéphane Salies et Olivier Bohbot, qui ont adressé des réponses écrites à l'EIC, n'ont pas spécifiquement répondu aux questions portant sur le Vietnam.

De façon générale, ils indiquent avoir « respecté l'intégralité des réglementations applicables et obtenu les autorisations des organes de contrôle compétents ». Et ils précisent que Nexa a transféré à Intellexa, « à compter du troisième trimestre 2021 » (soit à l'issue d'une perquisition menée en juin 2021 dans le cadre de l'enquête judiciaire précitée), tous ses contrats liés au logiciel Predator, « avant qu'ils ne deviennent opérationnels ».

Amnesty met l'UE face à ses responsabilités

En conclusion de son rapport publié ce lundi, Amnesty International émet une série de recommandations à l'égard de l'UE, du Vietnam, et plus largement de l'ensemble des pays.

Pour l'ONG, l'UE devrait désormais imposer une « interdiction des logiciels espions hautement invasifs » dont les fonctionnalités sont telles, dit Amnesty, qu'il est impossible de vérifier qu'elles ne sont utilisées que de manière « nécessaire et proportionnée ».

Plus spécifiquement, l'ONG enjoint l'Europe à durcir son régime encadrant les exportations d'outils de cybersurveillance et à veiller à une mise en place stricte de son règlement sur les biens à double usage (voir *Le Soir* du samedi 7 octobre). Mais elle exhorte aussi tous les Etats membres ayant accordé des licences d'exportation à des membres du consortium Intellexa à révoquer celles-ci et à mener une enquête indépendante sur les possibles abus liés aux produits vendus par ces entreprises. A.S.E

Des institutions silencieuses

Déjà peu loquace face aux questions de l'EIC sur les tentatives d'espionnage visant les institutions de l'UE, la Commission européenne, tout comme Roberta Metsola, n'a pas commenté publiquement la parution ce lundi de ce chapitre de l'enquête « Predator Files ». L'eurodéputée néerlandaise Sophie In't Veldt (groupe Renew), rapporteuse de la commission d'enquête Pega mise sur pied début 2022 pour tirer au clair le scandale Pegasus s'en est émue : « Est-ce que la Commission européenne va continuer de se taire ? » Tout comme l'eurodéputée belge Saskia Bricmont (Ecolo, groupe Greens), également membre de cette commission, réclamant pour sa part des mesures fortes pour réguler plus strictement le commerce de logiciels espions. Cette dernière suggère également de suspendre l'accord de libre-échange conclu en 2020 entre l'Europe et le Vietnam, « en attendant que toute la lumière soit faite sur les dernières révélations d'attaques contre des officiels européens ».

A.S.E